



# ANNALES ISLAMOLOGIQUES

en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne

AnIsl 38 (2004), p. 285-304

Francisco Javier Apellániz Ruiz de Galarreta

Banquiers, diplomates et pouvoir sultanien. Une affaire d'épices sous les Mamelouks circassiens.

## Conditions d'utilisation

L'utilisation du contenu de ce site est limitée à un usage personnel et non commercial. Toute autre utilisation du site et de son contenu est soumise à une autorisation préalable de l'éditeur (contact AT ifao.egnet.net). Le copyright est conservé par l'éditeur (Ifao).

## Conditions of Use

You may use content in this website only for your personal, noncommercial use. Any further use of this website and its content is forbidden, unless you have obtained prior permission from the publisher (contact AT ifao.egnet.net). The copyright is retained by the publisher (Ifao).

## Dernières publications

9782724711523	<i>Bulletin de liaison de la céramique égyptienne 34</i>	Sylvie Marchand (éd.)
9782724711707	????? ?????????? ??????? ???? ?? ???????	Omar Jamal Mohamed Ali, Ali al-Sayyid Abdelatif
??? ???? ?? ??????? ??????? ?? ????????? ?????????? ??????????????		
???????????? ?????????? ??????? ??????? ?? ??? ????????? ??????:		
9782724711400	<i>Islam and Fraternity: Impact and Prospects of the Abu Dhabi Declaration</i>	Emmanuel Pisani (éd.), Michel Younès (éd.), Alessandro Ferrari (éd.)
9782724710922	<i>Athribis X</i>	Sandra Lippert
9782724710939	<i>Bagawat</i>	Gérard Roquet, Victor Ghica
9782724710960	<i>Le décret de Saïs</i>	Anne-Sophie von Bomhard
9782724710915	<i>Tebtynis VII</i>	Nikos Litinas
9782724711257	<i>Médecine et environnement dans l'Alexandrie médiévale</i>	Jean-Charles Ducène

## Banquiers, diplomates et pouvoir sultanien

### Une affaire d'épices sous les Mamelouks circassiens

L'ÉTUDE que nous présentons ici a été menée à partir de la documentation du consul vénitien Biagio Dolphin, qui occupa la charge de consul vénitien à Alexandrie, à deux reprises, la dernière fois entre le printemps de 1418 et l'été de 1420. Les documents du consul se trouvent aux Archives d'État de Venise, sous la rubrique *Procuratori de San Marco, Misti, Buste* 180 et 181, et concernent les activités de ce personnage tant en Égypte que dans d'autres places méditerranéennes où il se rendit au service de la *Serenissima*. Biagio Dolphin est mort de la peste en 1420, dans la ville du Caire où il a fait rédiger son testament par le notaire Victor de Bonfantinus, qu'il avait amené avec lui de Venise <sup>1</sup>. Mort en charge, ses papiers ont été mis à disposition des autorités vénitiennes. Cette circonstance explique qu'on y trouve des documents hétérogènes, sans tri apparent, qui vont des lettres autographes des ministres du sultan aux plus petites notes et reçus qui sont passés par ses mains. Pourtant, les documents rédigés en arabe n'y sont pas nombreux, à peine une dizaine. Nous avons utilisé pour cette étude trois de ces documents concernant une même affaire, des lettres autographes du marchand Muḥammad b. Muḥammad al-Tawrizī. Ces documents arabes <sup>2</sup>, d'une extrême rareté, ont longtemps résisté aux essais de lecture des chercheurs, et présentent de nombreuses difficultés paléographiques et linguistiques. Nous allons en proposer ici une interprétation, en les rapprochant d'une lettre italienne, écrite de Venise par un parent du consul, Antonio Moro, le 12 septembre 1419. Ensemble, elles nous permettront de reconstruire les événements. Pour une mise en scène générale, nous aurons recours à des sources écrites à Venise, en Égypte et à La Mecque.

Entre les années 1414 et 1419, deux marchands vénitiens, les frères Giacomo et Giam Zorzi se trouvèrent entraînés dans un grave conflit avec de grands marchands orientaux dans le port d'Alexandrie. Giam Zorzi, qui devait représenter des intérêts économiques assez importants (il est patron d'une galère en 1415), avait été choisi par un certain ḥawāḡā Ḥāfiẓ pour acheter – en achat

Nous tenons à remercier ici le Dr Mustafa Taher (Ifao). Sans son aide, notre travail n'aurait jamais pu aboutir. Nous devons également à Jean-Claude Garcin (université de Provence – Aix-Marseille I) d'innombrables corrections et suggestions, et à Georg Christ (université de Bâle) de nous avoir guidé plus d'une fois à travers les documents de la collection Dolphin.

<sup>1</sup> ASV *Procuratori de San Marco, Misti, Busta* 180, parchemin f. 59.

27/4/1420. Nous avons trouvé une autre copie du testament, datée du 22/4/1420, dans les registres du même notaire, conservés aux Archives vénitiennes; ASV *Cancellaria Inferiore*, Notai, b. 22, Vettore de Bonfantinus, III, Testament n° 49.

<sup>2</sup> ASV *Procuratori de San Marco, Misti*, B. 180, fasc. IX (*documenti arabi*), nos 4, 6 et 5.

forcé, bien entendu – de grandes quantités de poivre appartenant au sultan. Ce conflit provoqua la ruine des deux frères et l’emprisonnement de l’un d’entre eux, Giacomo. En avril 1418, les rumeurs de la mort en prison de Giacomo commencèrent à circuler et Giam Zorzi vivait à Alexandrie de la charité des autres marchands, tandis que la famille essayait de trouver l’argent pour payer sa sortie de prison. Leur oncle, Antonio Moro, parent du consul vénitien Biagio Dolphin, avait réussi à réunir 2 000 ducats et tentait de négocier la libération de Giacomo auprès de Muḥammad al-Tawrīzī qui l’avait fait emprisonner pour dettes.

### Les protagonistes

– Antonio Moro qui depuis Venise s’adresse au consul le 12 septembre 1419. Les Moro sont des parents des Dolphin et Antonio se dit l’oncle des deux frères qui apparaissent dans cette histoire.

– Giovanni Zorzi, marchand vénitien et consul à Damas en 1407, est l’un de ses neveux. Il a subi les exactions d’un marchand appelé le *ḥawāḡā* Ḥāfīz, ce qui lui a occasionné de lourdes pertes. Il est appelé Giam Zorzi par son oncle.

– Son frère est Giacomo Zorzi et il n’y a pas de doute en ce qui concerne son identification. Le marchand Tawrīzī a fait emprisonner Giacomo afin d’obliger son frère à payer ses dettes.

– Le *ḥawāḡā* Ḥāfīz. Ce marchand, en vertu d’un pouvoir conféré par les autorités du Caire, a imposé à Giam Zorzi l’achat de grosses quantités de poivre. Il est appelé par Antonio Moro *le ḥawāḡā de 1414*, et *le ḥawāḡā de 1415*, sans que son nom soit cité explicitement. Antonio Moro mentionne qu’il est déjà mort quand il écrit sa lettre, en septembre 1419. Cela concorde avec la première lettre de Muḥammad al-Tawrīzī, qui informe le consul des dettes des Zorzi auprès des fils du défunt *ḥawāḡā* Ḥāfīz, ce qui montre qu’il s’agit bien du même personnage. Nous n’avons pas trouvé de renseignements sur lui dans les sources arabes.

– Muḥammad b. Muḥammad b. Muḥammad b. Yūsuf b. Ḥaḡḡī al-Ġamāl al-Tawrīzī (m. 1434), mentionné sous le nom de Ġamāl al-Dīn ou al-Ġamālī, est un marchand persan dont on possède plusieurs biographies et auquel on trouve des allusions dans les sources arabes. Ces allusions nous permettent de le distinguer de son frère Nūr al-Dīn ‘Alī al-Tawrīzī (m. 1429), marchand exécuté pour espionnage – un obscur complot avec l’Éthiopie et les *Francs* – quelques années après ces événements, et de le distinguer aussi de son autre frère Faḥr al-Dīn Abū Bakr (m. 1455), grand marchand en contact tant avec le pouvoir mamelouk qu’avec les Européens.

– On trouve également Badr al-Dīn Ḥasan b. Naṣr-Allah, connu sous le titre d’al-Šāḥib (1364-1442). C’est un bureaucrate d’humble origine. À l’époque où ces événements ont lieu, il est vizir et inspecteur du bureau privé du sultan (*nāẓir al-ḥāṣṣ*) ; il s’agit donc de l’un des plus hauts fonctionnaires du Caire. Son identification ne pose pas de problèmes, il est mentionné dans l’une des lettres de Tawrīzī sous le nom d’al-Šāḥibī al-Badrī.

– Enfin, Faḥr al-Dīn b. al-Šaḡīr, cité dans la première lettre, est un juge responsable du port d’Alexandrie.

I. L'une des premières questions à se poser était, logiquement, de savoir qui avait écrit les lettres. La lecture, assez probable, de Muḥammad b. Muḥammad al-Tawrīzī renvoyait immédiatement à un passage d'Ibn Ḥaḡar al-'Asqalānī (1372-1449), où cet auteur reconstruisait l'arbre généalogique d'une famille de marchands avec ce nom <sup>3</sup>. Quatre marchands ressortent du récit d'Ibn Ḥaḡar : le père Muḥammad b. Yūsuf, et ses trois fils, Nūr al-Dīn (marchand condamné par espionnage), Faḥr al-Dīn et Ġamāl Muḥammad. Les deux premiers sont des personnages bien connus en Égypte en ce premier tiers du siècle. À côté de célèbre Nūr al-Dīn, Faḥr al-Dīn est un important marchand du sultan <sup>4</sup>; Ġamāl al-Dīn reste, néanmoins, plus obscur. De lui s'occupe en détail un autre historien, al-Saḥāwī (1427-1497), qui lui consacre deux notices biographiques, en indiquant sa généalogie : Muḥammad b. Muḥammad b. Muḥammad b. Yūsuf b. Ḥaḡḡī al-Ġamāl al-Tawrīzī <sup>5</sup>.

Tawrīzī était, d'après ces biographies sommaires – à peine quelques lignes – un marchand persan, ce qui explique son arabe rude, dialectal, mais qu'il mélange pourtant à des expressions plus sophistiquées, propres à celui qui est depuis longtemps habitué à côtoyer des autorités. Il était le personnage sombre de la famille Tawrīzī, ayant laissé de mauvais souvenirs dans ses déplacements tout au long du monde marchand de la mer Rouge. Il avait travaillé pour le seigneur du Yémen dans les entrepôts d'État ; par la suite, il avait quitté la place pour s'adonner à un vagabondage entre l'Égypte mamelouke et la côte arabique. Ibn Ḥaḡar et al-Saḥāwī le montrent actif en Égypte en même temps que Biagio Dolphin, et perdent sa trace quelques temps après les événements que nous allons présenter.

Tawrīzī n'était pas le seul personnage identifiable parmi ceux qui figuraient dans les lettres. Dans ses missives, Tawrīzī fait une allusion directe à deux personnages, cette fois deux autorités civiles concernées par le grand commerce méditerranéen de l'État mamelouk. Derrière les allusions à un *qāḍī* du port, appelé *al-Faḥrī*, et à un haut fonctionnaire, nommé *al-Ṣāhibī al-Badrī*, l'on retrouve, grâce à la richesse des sources arabes, respectivement l'homme fort du port alexandrin et l'un des civils les plus importants du régime mamelouk dans le premier quart de siècle. Leur rôle dans l'affaire que racontent les trois lettres de Tawrīzī reste secondaire, mais l'étude de leurs biographies – et surtout, de leur apparition dans les documents vénitiens – permet d'inscrire l'épisode dans des problématiques politiques et sociales plus amples : les ambitions du sultan Ṣayḥ à l'égard du commerce international et l'importance des réseaux civils dans le régime militaire des Mamelouks.

Le *qāḍī* du port, Faḥr al-Dīn, est presque passé sous silence dans les sources arabes de son temps. C'est le traitement habituel réservé aux personnages de la finance et les affaires qui ne détiennent pas de charge éminente dans l'administration. Pourtant, nos recherches à la Bibliothèque nationale du Caire ont permis la découverte de son acte de nomination comme *qāḍī* du port, le 23 septembre 1415 <sup>6</sup>. Plutôt qu'un homme de religion, nous devons le considérer comme un administrateur spécialisé dans des questions fiscales ; dans le milieu des ports et des villes commerciales, on a souvent au XV<sup>e</sup> siècle

<sup>3</sup> Aḥmad b. 'Alī b. Ḥaḡar al-'Asqalānī, *Ḍayl durar al-kāmina*. Le Caire, 1996, biographie n° 638.

<sup>4</sup> Muḥammad b. 'Abd al-Raḥmān al-Saḥāwī, *al-Ṭibr al-masbūk fī ḍayl al-sulūk*. Le Caire, 1896, p. 345.

<sup>5</sup> Muḥammad b. 'Abd al-Raḥmān al-Saḥāwī, *al-Daw' al-lāmi' fī ahl al-qarn*

*al-tāsi'* X, 12 vol. Le Caire, 1934-1936, biographies n° 14, p. 9 et n° 602, vol. VIII, p. 227.

<sup>6</sup> Taqī al-Dīn Abū Bakr b. 'Alī b. Ḥiḡḡa al-Ḥamawī, (m.1434), *Qaḥwat al-Inšā'*, trois copies au Dār al-kutub al-qawmiyya, *Adab* n°s 335, 438 et *Adab Taymūr* n° 35, 10 *raḡab* 818 / 23 septembre 1415, s.p.

affaire à des *qāḍī*-administrateurs dont la formation religieuse est difficile à documenter <sup>7</sup>. Dans son acte de nomination, nous apprenons que son poste est directement subordonné au bureau privé du sultan, dont le fonctionnaire en chef (*nāẓir al-ḥāṣṣ*) n'est autre que Badr al-Dīn Ḥasan b. Naṣr-Allah, l'autre personnage cité par Tawrīzī dans ses lettres. Le *nāẓir al-ḥāṣṣ* l'a nommé afin qu'il soit « son œil dans le port ». La matière des lettres devait en quelque façon concerner ce département, le *ḥāṣṣ* ou bureau privé du sultan, un organisme voulu par les derniers sultans mamelouks afin de capter, principalement, les revenus dérivés du commerce international. Depuis le début du XIV<sup>e</sup> siècle, les revenus fiscaux de la ville portuaire appartiennent au bureau privé, qui l'a rempli « d'inspecteurs, de contrôleurs et d'autres <sup>8</sup> ». Pendant plus d'une décennie, Fahr al-Dīn Ibn al-Ṣaḡīr a été l'autorité exécutive du port ; personnage conflictuel, il apparaît aux yeux des Vénitiens comme un agent du fisc, lié à l'administration du *Bayt al-māl* ; ailleurs, il importe du blé comme négociant privé mais il paie avec des avantages fiscaux <sup>9</sup>. Toujours à cheval entre l'administration et les affaires, il est accusé de s'approprier de fortes sommes d'argent appartenant à un homme d'affaires vénitien <sup>10</sup>. Il s'enrichit énormément jusqu'à la veille de sa chute en 1425 <sup>11</sup>.

Quant à l'autre haut responsable civil mentionné par Tawrīzī, al-Ṣāḥib Badr al-Dīn, les informations que nous possédons sur lui sont plus riches car il est un membre redouté des élites civiles. Comme le *qāḍī* du port Fahr al-Dīn, son rôle dans l'affaire, tel que transmis dans les lettres, reste circonstanciel. Tawrīzī affirme au consul vénitien qu'il a transmis les demandes du consulat à al-Ṣāḥib Badr al-Dīn, qui à son tour a fait parvenir des instructions au *qāḍī* du port. Plus intéressant était pourtant de reconstruire le réseau de ses intérêts dans le milieu politique et financier égyptien. Issu des rangs mineurs de l'administration régionale – à Fuwwa, près du littoral alexandrin – et très pauvre, il est arrivé au Caire en 1388. « Je croyais que je possédais le monde » dit-il à un de ses biographes pour décrire son état d'esprit lors de son arrivée dans la capitale, grâce à la protection d'un important personnage. Vingt ans plus tard, il y a presque réussi, puisque à l'époque où il échange des lettres avec Tawrīzī, il a déjà travaillé pour trois sultans et il est l'un des civils les plus importants du régime. Il est *vizir* et *inspecteur du bureau privé*, et le sultan l'a mis sur le même rang que les plus hauts cadres militaires <sup>12</sup>.

Dans ces biographies, il y avait peu d'éléments qui aidaient à l'interprétation des lettres de Tawrīzī. Pourtant, nos recherches mettaient en évidence que le *Diwān al-ḥāṣṣ* était largement contrôlé par un réseau d'administrateurs d'origine alexandrine, unis par des liens étroits renforcés par des stratégies matrimoniales. L'homme fort du port d'Alexandrie avait donné une fille à al-Ṣāḥib Badr al-Dīn ; à son

<sup>7</sup> Sur ce problème, cf. Bernadette Martel-Thoumian, « Muḥibb ad-Dīn Salāmā b. Yūsuf al-Aslāmī, un secrétaire à Damas sous les derniers sultans mamelouks » dans Vermeulen, Urbain et Van Steenberghe (éd.), *Proceedings of the 6th, 7th and 8th International Colloquium, Egypt and Syria in the Fatimid, Ayyubid and Mamluk Eras III*, p. 219-269. Université catholique de Louvain, mai 1997, 1998-1999, Louvain, 2001.

<sup>8</sup> Ṣihāb al-Dīn Aḥmad b. 'Alī al-Qalqaṣāndī, (1355-1418), *Ṣubḥ al-A'sā III*, 14 vol. Le Caire, 1964, p. 453.

<sup>9</sup> Notaire Nicolo Venier, *ASV Cancellaria Inferiore, Notai, busta 230, registre in folio, 4/8/1421, f<sup>os</sup> 31<sup>re</sup>-v<sup>o</sup>, 32<sup>re</sup>.*

<sup>10</sup> *ASV Proc. San Marco 282*, Commissaria Lorenzo Dolphin, 30/9/1423, de Jacomo Zorzi à Lorenzo Dolphin.

<sup>11</sup> L'historien al-Maqrīzī se fait écho de sa réputation d'homme avide. Cf. Maqrīzī, *Sulūk IV*, part II, p. 907.

<sup>12</sup> Al-Saḥāwī, *al-Ḍaw' al-Lāmi'* III, biographie 505, p.130 ; Ibn Taḡrī Birdī, *al-Manḥal al-ṣāfi V*, Le Caire, 1988, biographie 934. La carrière de Badr al-Dīn Ḥasan Ibn Naṣr-Allah a été aussi reconstruite dans B. Martel-Thoumian, *Les civils et l'administration dans l'État militaire mamluk*, Damas, 1991, p. 216-218.

tour, il avait pris une autre épouse, fille de Fahr al-Dīn Māğid b. Ġurab, alexandrin lui aussi et plusieurs fois inspecteur du bureau privé <sup>13</sup>. Les Ibn Ġurab sont d'ailleurs des personnages importants pour comprendre la politique financière des sultans mamelouks au tournant des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Enfin, al-Şāhib Badr al-Dīn avait été introduit dans l'administration par son père, secrétaire à Alexandrie, où il avait exercé « nombre de fonctions ».

Tawrīzī a eu recours à al-Şāhib Badr al-Dīn inspecteur du *Dīwān*, car il est en conflit avec les Vénitiens d'Alexandrie et la juridiction qui doit s'occuper de l'affaire n'est pas claire. Il affirme que le grand *qāḍī* n'est plus opposé aux Vénitiens, phrase qui, un peu obscure au premier abord, se comprend mieux si l'on sait qu'on vient de signer avec les Vénitiens, un traité de commerce (1415) où ils ont obtenu de ne plus relever de la judicature religieuse <sup>14</sup>; leur préférence pour la justice civile et militaire peut s'analyser dans le cadre du développement de structures juridiques laïques sous les Mamelouks circassiens, surtout en ce qui concerne les rapports avec les *Francs* <sup>15</sup>. Enfin, il apparaissait vraisemblable que l'affaire décrite par les lettres devait s'inscrire dans une problématique plus ample qui concernait la fiscalité des sultans, à travers le *Dīwān al-ḥāşş*.

II. L'affaire en soi serait restée un peu obscure sans une lettre italienne, retrouvée dans la correspondance du consul. Cette lettre narrait les événements du point de vue d'un parent de l'un des marchands impliqués, Antonio Moro <sup>16</sup>. En comparant les lettres arabes à cette missive italienne (et après d'innombrables efforts), nous avons pu parvenir à une lecture cohérente des événements. Néanmoins, la reconstruction que l'on va présenter ici a nécessité l'élargissement de la recherche à d'autres fonds différents des archives vénitiennes. Elle a été aussi possible grâce à certaines informations fournies par al-Saḥāwī dans sa biographie de Muḥammad al-Tawrīzī.

Représentant des intérêts économiques très importants, les marchands vénitiens Giovanni et Giacomo Zorzi se sont souvent rendus à Alexandrie, au moins pendant les années 1410. Ils faisaient partie d'une *fraterna*, entreprise commerciale vénitienne par excellence, dont au moins un autre membre de la famille agissait à Alexandrie pendant ce temps. Fait habituel, ils représentaient, à côté de leurs propres intérêts, ceux d'autres hommes d'affaires qui leur confiaient leurs marchandises en métropole. Giovanni Zorzi semble être à la tête de la *fraterna*, pour le moins il en était le marchand le plus important. Preuve qu'il était un négociant notable, il fut nommé patron d'une des galères publiques vénitiennes en 1415 <sup>17</sup>. Cette charge impliquait la responsabilité exécutive du convoi <sup>18</sup>. Lors d'un de ses voyages à Alexandrie, en 1414, et sans doute à cause de son importance comme marchand,

<sup>13</sup> Martel, *Les civils*, p. 218, 459.

<sup>14</sup> Traité entre la seigneurie de Venise et le sultan al-Mu'ayyad Şayḥ de 1415, *Diplomatarium veneto-levantinum* II, éd. G.M. Thomas et R. Predelli, Venise, 1880-1899, p. 375.

<sup>15</sup> Mercè Viladrich, «Solving the 'Accursed Riddle' of the Diplomatic Relations between Catalonia and Egypt around 1430», dans *al-Masāq* 14, 2002; «L'extraterritorialitat del Dret: una concessió otorgada al cònsol dels Catalans a Alexandria el 1430», dans *XVI Convegno Internazionale di Storia della Corona d'Aragona*, Naples, 1997.

<sup>16</sup> «[...] Quanto me dite del doloroso chaxo de mio nievo s. jachomo ziorzi lo qual som in prixon de mori chon tanto inchargo e perichollo de la so persona

quaxi a morto et eziam a vituperio de so fradelli chon l so parenti he che per dio nui voiemmo proveder de qui per so rechato e presto sel volemo veder vivo per gran tormenti lano abudo...» Lettre d'Antonio Moro à Biagio Dolphin, 12/9/1419, ASV *Procuratori di San Marco*, Misti, 181.

<sup>17</sup> «[...] questo per gran l dani ano abudo da quello viazo et etiam che sempre l stadi puoveramente Avixandove che da puo vene Ziam Ziorzi so fradello patron de una Galia dalexandria de 1415 l perse per chaxion despezie plui de duchati XII m d'oro [...]», *id.*, 12/9/1419.

<sup>18</sup> Doris Stöckly, *Le système de l'Incanto des galées du marché à Venise (fin XIII<sup>e</sup>-milieu XV<sup>e</sup> siècle)*, Leyde, New York, Cologne, 1995, p. 280-281.



il fut choisi par l'administration mamelouke comme acheteur d'un stock d'épices appartenant au sultan. Concrètement, il fut contraint à accepter du poivre à un prix « politique », sans doute au-dessus de celui du marché. L'exécuteur de cette exaction fut le personnage nommé « le *ḥawāḡā* Ḥāfiẓ » ; derrière cette dénomination de « *ḥawāḡā* », nous devons voir des administrateurs nommés par les sultans, des marchands privés engagés par le pouvoir et dotés d'attributions exécutives concernant la commercialisation des épices sultaniennes. Le sultan alors au pouvoir, al-Mu'ayyad Ṣayḥ (1412-1421), eut un rôle central dans l'établissement de cette charge, ainsi que dans la mise en œuvre de ce système d'attribution de stocks d'épices aux marchands *francs*. Nous avons trouvé à la Bibliothèque nationale du Caire les premiers (et les seuls) diplômes connus où un sultan reconnaît à un marchand ce titre officiel <sup>19</sup>. Le *ḥawāḡā* Ḥāfiẓ se livra à la même exaction l'année suivante ; cette fois, il attribua à Giovanni Zorzi une énorme quantité de poivre : soixante-dix *sporte* à un prix non moins exorbitant, 160 besants la *sporta*. Comme dans la plupart des grandes transactions commerciales de ce type, l'opération ne comporta pas un échange immédiat d'argent comptant. Giacomo Zorzi s'engagea à payer à terme (plus que sûrement en attente d'une solution négociée) et en conséquence l'affaire devint vite un complexe problème de dettes et de crédit. Il procéda à une revente du poivre à Venise, et, à en croire sa famille, il perdit 6 000 ducats dans l'opération. Au total, les deux frères auraient perdu 12 000 ducats d'or en ces années. Même s'il s'agit de chiffres probablement gonflés, c'étaient des sommes considérables, même pour des négociants importants <sup>20</sup>.

Pour compliquer les choses, le *ḥawāḡā* Ḥāfiẓ mourut dans les mois suivants. Immédiatement, au printemps 1416, Muḥammad al-Tawriẓi fit son apparition. Après avoir maintenu des contacts avec le consul vénitien, il lui envoya une première lettre où il se déclarait affecté par une affaire où les Vénitiens avaient subi des pertes ; il n'était pas le seul, car les fils du *décédé* *ḥawāḡā* Ḥāfiẓ étaient tout aussi concernés. La lettre n'est pas datée, mais Tawriẓi donne des renseignements dans les deux suivantes qui nous permettent de le faire. Il s'exprima dans les termes suivants :

1. *Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux.*
2. *Note de Muḥammad al-Tawriẓi à Son Excellence le Consul de la nation des Vénitiens.*
3. *La paix de Dieu, qu'Il soit exalté ! Ce qu'il te fait savoir, c'est l'arrivée de ta lettre.*
4. *Je l'ai lue, j'en ai compris le contenu, tout ce que tu as mentionné au sujet*

<sup>19</sup> Ibn Ḥiǧǧa, *Qahwat al-Inṣā*, manuscrit *Adab* 335 du Dār al-kutub du Caire, s.p. S'y trouvent deux diplômes de reconnaissance (*musāmaḥa*) dont un daté *saḡar* 819 / avril 1416. La chancellerie du sultan al-Mu'ayyad Ṣayḥ octroie à Ibrāhīm b. Muḥammad Ṣāh al-Is'ardi le traitement d'*al-Maǧlis al-'ālī al-ḥawāḡā* (Sa Seigneurie le *ḥawāḡā*) ce qui revient à une charge officiellement reconnue. En conséquence, il ne peut absolument s'agir du terme *ḥawāḡā* au sens commun (étranger, grand marchand, maître sūfi, etc.).

<sup>20</sup> Dans sa missive du 12 septembre 1419, Antonio Moro transmet les événements dans ces termes : « *Lo dito Ziam Ziorzi ave dal choza del 1415 per le Galie plui de Sporte 70 de piper per bixanti 160 lasporta a termene et de qui el fo venduto a prexio el ne persse plui de duc. 6000 doro che fo chaxion de tuta so desfazion la so ventura a voludo cossi et etiam el persse assai denari per lo piper lave dal dito chozia del 1414 Anchora el persse assai denari*

*el tolse de 1415 achambio chomo sa per chiaro archanzoli [...]* » ; (Le dit Giam Zorzi a obtenu du *ḥawāḡā* de 1415, plus de soixante-dix *sporte* de poivre à 160 besants d'or la *sporta*, poivre payable à terme, et qui a été vendu ici [à Venise] en argent comptant, [le résultat étant] qu'il a perdu plus de six mille ducats d'or, ce qui a été la cause de toute sa ruine. Sa fortune ainsi l'a voulu. Et de cette façon il a perdu beaucoup d'argent à cause du poivre qu'il a acheté au dit *ḥawāḡā* de 1414. De plus, il a perdu beaucoup d'argent en 1515, si bien qu'il a été obligé de changer comme Archanzoli le sait bien...). Il semble que Tawriẓi ait forcé aussi Giovanni Zorzi à changer de l'argent à un taux défavorable comme façon de se faire payer par ce dernier. Clario Arcangeli, l'un des marchands les plus influents à Alexandrie, aurait été envoyé par le consul afin d'intercéder dans l'affaire.

5. *du préjudice et sur d'autres points. J'avais déjà écrit à l'office de notre maître*
6. *le Grand qāḍī – que Dieu le Très Haut l'honore – [en l'informant] de façon suffisante,*
7. *et il ne s'oppose plus à vous, peu ou prou. Cette [note]*
8. *qui est de ma main, témoigne [que je considère] que [cette affaire] qui m'est échue*
9. *ne concerne pas notre maître le Grand qāḍī, et me concerne moi*
10. *et concerne les fils de feu le ḥawāḡā Ḥāfiẓ.*
11. *J'ai fait parvenir votre lettre à Sa Très noble Seigneurie*
12. *le Sāḥib Badr al-Dīn – que Dieu exalte ses compagnons – et s'est vérifié*
13. *ce que je viens de mentionner, et la réponse de ce denier sera présentée à Sa seigneurie*
14. *Al-Fahrī, Inspecteur de la place bien gardée – que Dieu le Très Haut l'honore. Tu salueras*
15. *de ma part, tous tes marchands, petits et grands. Si tu avais quelque*
16. *besoin, écris-moi pour me le faire savoir [afin] que j'y pourvoie, si Dieu veut!*
17. *Si le bateau franc qui a l'or qui nous est destiné, arrive,*
18. *écris-moi pour me le faire savoir, et [fais] de même [s'il y a sur le bateau] Andriya Banāt dont je joins le cas*
19. *à cette affaire. Tu occupes une situation suffisante [pour qu'] il ne t'échappe pas*
20. *ce qui se passe. Pour finir, que la paix soit sur toi, si Dieu veut.*
21. *« Dieu nous suffit, quel excellent garant! » (Coran III, 172).*

Pourquoi Tawrizī s'est-il vu mêlé à l'affaire des épices sultaniennes? Dans le risqué montage financier conçu au Caire, Giovanni Zorzi ne put pas s'acquitter de la somme exigée, et Tawrizī – comme banquier privé – acheta une partie de ses dettes. Pour le même motif, la famille du ḥawāḡā resta créancière des Vénitiens. Nous y reviendrons. Restant clair pour le moment, le rôle du persan dans l'affaire : celui d'un usurier ayant cherché de tirer profit de marchands en difficultés.

Tawrizī s'était adressé en premier lieu au Grand qāḍī. En vain, l'encre du traité de 1415 qui excluait la juridiction religieuse des affaires concernant les Vénitiens était encore fraîche. Sur un ton encore amical (ce qui changera dans les lettres suivantes), il fait alors pression sur le consul afin qu'il se renseigne bien sur les cargaisons des bateaux, car Tawrizī attend son dédommagement, en or. Il rappelle en fin de lettre qu'il a un autre débiteur, qu'il nomme Andriya Banāt <sup>21</sup>.

Peu de semaines plus tard, Giacomo Zorzi, le frère de Giovanni, voyant que l'affaire tournait mal, s'en retourna à Venise avec les galères marchandes, pendant l'été 1416. Sans doute, n'avait-il pas prévu ce retour ; il s'était hâté de quitter la ville et avait laissé ses affaires à un parent, Marco Zorzi, en un tel désordre que ce dernier n'arriva pas à les gérer. Ce fait entraînera des pertes pour les commanditaires de Giacomo Zorzi, qui amèneront Marco devant la cour de Justice. Pour sa défense, il invoqua le fait qu'il n'avait jamais été l'agent de ces gens-là ; tout au plus, avait-il voulu venir en aide à son parent <sup>22</sup>.

<sup>21</sup> Andrea Benedetto. Pour le particulier, cf. M. P. Pedani, «The Mamluk Documents of the Venetian State Archives: Historical Survey», dans *Quaderni di Studi Arabi* 20-21, 2002-2003, p. 144.

<sup>22</sup> «[...] Respondo mi marco zorzi fo de misser Bernardo [...] che de quello el me domanda non so quello el diga pero che non son sta mai so fator in Allexandria [...]». Marco signale aussi le départ de Giacomo pour Venise : «[...]

*A trovandome in Allexandria del 1416 S. Jacomo de Zorzi e voiendo el dito S. Jacomo partisrse per andar a Venexia con le gallie me lasso affar algune so fazende E per aver assai fazende affare non me pode lassar ordenadamente i suo fati in ordine [...]» ; il donne la date du retour de Giacomo à Alexandrie : «E retornado ser Jacomo de Zorzi in Allexandria del 1418 de avosto [...]» ; ASV, G. Petizion, Sentenze, n° 46, f° 18v°, 4/11/1430.*



Entre-temps, Tawrīzī, voyant son argent lui échapper, descendit à Alexandrie et conclut un accord, vers septembre 1416, avec celui qui était alors le consul vénitien, le prédécesseur de Biagio Dolphin. En vertu de cet accord, Tawrīzī rentra au Caire où il resta trois mois en attente des bateaux vénitiens, dont il espérait qu'ils allaient amener son argent. Mais il n'y avait pas de volonté de la part des frères Zorzi d'honorer leurs dettes, causées par les procédés arbitraires de la vente forcée. Le 20 février 1417 <sup>23</sup>, très fâché avec le consul, Tawrīzī envoie une nouvelle missive à Alexandrie, en accusant ce dernier de ne pas avoir respecté ce qui avait été convenu :

1. *Au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux.*
2. *Muḥammad b. Muḥammad al-Tawrīzī à son Excellence le Šayḥ très illustre, le Consul. La paix de Dieu, qu'Il soit exalté !*
3. *Ce dont il t'informe, [c'est que] depuis le moment où nous sommes revenus au Caire*
4. *le bien gardé, il ne nous est arrivé de toi ni signe de vie, ni information. Il y avait*
5. *la convention pour la période de trois mois. Et ce temps s'est écoulé,*
6. *et nous sommes entrés dans le cinquième mois, et nous attendons [encore] ta réponse*
7. *sur ce que je te propose. Alors que notre maître est assez bon pour répondre*
8. *à cette lettre. J'attends [ ta] réponse . Et si*
9. *une réponse n'était pas donnée, nous écririons au wakīl qu'il prépare pour eux le bois*
10. *pour leurs mains et leurs pied[s], comme c'est le traitement habituel réservé à ceux dont l'es-*  
*prit*
11. *a effacé leur engagement. Et nous, nous n'avons pas besoin de l'argent, tu sais*
12. *cela. Et moi, je n'attends que la réponse à cette lettre*
13. *que tu sais. Enfin, que la paix soit sur toi, si Dieu veut.*
14. *« Dieu nous suffit, quel excellent garant ! » (Coran III, 172)*
15. *Fait le trois du mois de muḥarram*
16. *de l'année vingt.*

Encore, le vingt-cinq avril, le persan envoya une autre lettre au consulat d'Alexandrie ; cette fois le ton était vraiment menaçant <sup>24</sup>. Il affirmait s'être procuré certains mandats du sultan et menaçait de les faire exécuter. Pendant ces mois, à l'aide du qāḍī du port Fahr al-Dīn, Tawrīzī s'attaquait aux frères Zorzi de la seule façon possible, en cherchant à faire réquisitionner les marchandises de la

<sup>23</sup> ASV *Procuratori di San Marco, Misti, Busta* 180, fasc. IX, n° 4. Daté 3 muḥarram 820 H. (20 février 1417). Celle-ci est la seule lettre dont Tawrīzī écrit complètement la date. La datation des autres deux missives repose donc sur les informations fournies dans cette deuxième. Datée en jour et mois (3 muḥarram), Tawrīzī n'a qu'esquissé l'année, mais de façon suffisante pour que l'on puisse y lire, en arabe, le mot vingt ('iṣrīn). Il donne la datation complète pour montrer qu'il s'agit bien de la nouvelle année (muḥarram est, en fait, le premier mois du calendrier islamique). Il s'agit donc du 3 muḥarram 820 H. (20 février 1417), ce qui correspond tout à fait avec les informations transmises par ses biographes, ainsi que par les autres documents italiens des archives du consul. Tawrīzī

affirme explicitement qu'il a écrit cette lettre cinq mois après être arrivé à un accord avec le consul, que l'on peut dater vers septembre 1416.

<sup>24</sup> Pour la datation de cette lettre, nous avons le jour et le mois. Tawrīzī affirme qu'il l'a envoyé trois mois après la deuxième, soit huit mois après l'accord d'octobre 1416. Il s'agit donc du 25 avril 1417 (8 rabī' / 820 H.). Les derniers cinq mois auxquels il fait allusion (lignes 4-5) correspondent probablement au temps écoulé entre la première lettre et l'accord. En récapitulant, Tawrīzī reproche au consul le temps qu'il a perdu en attendant une réponse, ce qui nous permet de placer dans le temps la première de ses missives, qui n'est pas du tout datée (mai 1416 environ).

*fraterna*<sup>25</sup> ; il le fit en 1417 comme il l'avait déjà fait en 1415, quand il avait obligé Giovanni Zorzi à changer son argent à un taux défavorable. Celle-ci est la dernière lettre de Tawrīzī retrouvable parmi les documents de Biagio Dolphin<sup>26</sup> :

1. *Au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux.*
2. *Muḥammad b. Muḥammad al-Tawrīzī à son Excellence, la très haute Excellence, le Šayḥ, le Consul. La paix de Dieu, qu'il soit exalté !*
3. *Tu sais que nous étions d'accord, moi et toi, que je*
4. *patienterais pendant trois mois. Huit mois sont passé. Et [à cela] il faut ajouter*
5. *cinq mois. Ensuite, voilà que nous avons appris qu'est arrivé à la place [d'Alexandrie]*
6. *un bateau pour nous, en provenance de Venise, depuis cinquante jours. Or, tu ne nous as pas*
7. *fait signe, ni ne nous en as informé. Il est évident que vous faites cela*
8. *pour vous moquer de moi. Il faut maintenant que tu m'écrives pour me faire savoir ce qui est*  
*arrivé comme cargaison dans*
9. *ce bateau. Car moi, j'ai loué [les services de] ce messenger*
10. *et je l'ai envoyé pour ce motif. Lorsque ce messenger sera revenu,*
11. *si je n'ai pas eu de nouvelle, j'enverrai l'ordre de notre Maître le Sultan – que Dieu lui accorde*  
*son aide –*
12. *à notre Maître le Grand Émir – que Dieu exalte ses compagnons – de*
13. *mettre le carcan à ces gens là, avec des fers aux mains*
14. *et aux pieds, comme on fait d'habitude avec eux, de les livrer aux tourments, et de*
15. *les mettre dans son cachot, au point qu'ils souhaitent mourir et aller dans la tombe. Ne mens*  
*pas en les soutenant.*
16. *Je vais envoyer l'ordre de notre Maître le Sultan, de les frapper du fouet*
17. *également. Et moi, ici, je n'attends rien que l'arrivée de la réponse*
18. *à cette lettre, rien d'autre. Et je n'ai patienté tout ce temps*
19. *que par égard pour toi, ni plus ni moins. Et après ça,*
20. *il n'y a plus rien à dire. Et si ce bateau n'avait pas amené de quoi*
21. *régler l'affaire, alors tout ce que vous dites serait mensonge et dépravation, et je ne me sou-*  
*cierais*
22. *plus d'écouter un discours qui ne suit aucune règle. Si Dieu veut.*
23. *« Dieu nous suffit, quel excellent garant ! ». (Coran III, 172)*
24. *Fait le 8 rabī' premier.*

<sup>25</sup> « [...] Anchora per le Galie de 1417 el dito Torexin tolsse in sì pani 50 da fiorenza fini che mando Zian Ziorzi veneli aloro duc. 1200 in P<sup>o</sup>. e lo dito Torexin li tolsse per Bixantii 700 doro [...] » ; *idem.*, 12/9/1419. Tawrīzī a acquis des draps des Zorzi, par vente forcée, à un prix fort inférieur à ce qu'ils ont coûté. Besant et ducat sont deux monnaies fortes d'or d'une valeur semblable. Un besant valait à cette époque un 15% de plus que le ducat

véniétien et correspondait au dinar d'or mamelouk . Popper, *Egypt and Syria under the Circassian Sultans, 1382-1468 A.D.* II, p. 47 ; F.C. Lane et R. C. Mueller, *Money and Banking in Medieval and Renaissance Venice I, Coins and Moneys of Account*, p. 304.

<sup>26</sup> ASV *Procuratori di San Marco, Misti, Busta 180*, fasc. IX, n° 5. Daté 8 rabī' I 820 H. (25/4/1417).

Les frères Zorzi ne semblaient toutefois pas être aussi ruinés que leur famille voulait bien le dire ; depuis Venise, ils continuaient à gérer leur commerce avec l'Égypte, et, dans un excès de confiance, Giacomo Zorzi se rendit à Alexandrie encore une fois en août 1418. Mais ni Tawrīzī ni les autorités du port ne semblaient avoir oublié ses dettes, car il fut immédiatement arrêté. Faisant suite aux dénonciations de Tawrīzī, il fut mis en prison en septembre, et il y resta pendant plus d'une année.

C'est à ce moment qu'arriva le nouveau consul à Alexandrie, Biagio Dolphin. Avec Giacomo Zorzi en prison, il reprit le dossier de l'affaire contenant, entre autres, les trois lettres que Tawrīzī avait envoyées au consul précédent. C'est ainsi que les lettres sont arrivées dans ses archives personnelles bien qu'il n'en ait pas été le destinataire. Nous ne savons pas quelles actions il entreprit pour la libération du marchand ; en tout cas, au moins lors des premiers mois, elles ne semblent pas avoir été très efficaces. Biagio Dolphin reçut en avril 1419 la lettre du parent de Giacomo et de Giovanni Zorzi, Antonio Moro, où ce dernier essayait de faire pression sur lui afin qu'il obtienne, par la voie diplomatique, la libération de Giacomo Zorzi. Du coup, il le mit au courant des événements qui s'étaient produits avant son arrivée, quand le consul antérieur était encore en charge. Une copie de la même lettre fut encore envoyée au consulat en septembre 1419 et jusqu'à cette date nous n'apprenons rien de nouveau. La famille avait cherché à réunir l'argent demandé, au moins une partie, car les sommes étaient telles qu'elles pouvaient ruiner des gens bien nantis. Les démarches de la famille à Venise, qui avait réussi à rassembler 2000 ducats, permirent à Biagio Dolphin de négocier avec Muḥammad al-Tawrīzī. Sans doute, comme suggéré par la famille, il tenta de faire libérer Giacomo pour moins d'argent. En fait, face à des dettes importantes, les Vénitiens essayaient toujours de contenter le créancier avec des marchandises, ou si l'on disposait de bonne monnaie – toujours rare au Moyen Âge – avec une somme inférieure à la dette.

Ainsi, Giacomo réapparut à la fin d'octobre 1419. Plusieurs documents montrent qu'il avait versé, en argent comptant, 1 000 ducats <sup>27</sup>. Cet argent n'était pourtant qu'une partie des dettes des Zorzi auprès du marchand persan, car la famille, ayant recueilli jusqu'à 2 000 ducats, reconnaissait en 1419 que l'argent dû était nettement supérieur à cette somme. Quoi qu'il en soit, il semble bien que Muḥammad al-Tawrīzī ait été pris alors dans une obscure affaire financière, où il s'était engagé à cause d'activités bancaires à haut risque, et qu'il ne réussit pas à récupérer la totalité de ses créances. D'après les historiens Ibn Ḥaḡar et al-Saḡhāwī, contemporains de ces faits, Muḥammad al-Tawrīzī s'enfuit du Caire en 1421, en raison de ses dettes. Il n'y revint plus jamais <sup>28</sup>.

III. Au-delà de l'événement, les implications politiques de l'affaire soulèvent des questions sur le rôle du commerce des épices dans les finances de l'État mamelouk. Dans les correspondances jusqu'ici examinées, on n'apprend nulle part que les *hawāḡā*-s sont des agents du sultan ni que ces épices appartiennent au pouvoir central. Il convient donc d'expliquer pourquoi nous mettons en relation l'affaire des frères Zorzi avec le pouvoir politique au Caire. En outre, selon nous, cette affaire s'inscrit dans les débuts d'une politique qui va se prolonger jusqu'à la chute du gouvernement circassien, en 1517.

<sup>27</sup> Proc. S. Marco 180, Pergamene f° 56, 21/11/1418. Je dois à Georg Christ la mention de l'existence de ce document latin, où Tawrīzī reçoit en sa maison 1 000 ducats « *in denaris duris mille a mano* ».

<sup>28</sup> Ibn Ḥaḡar, *Inbā' al-Ġumr fī Anbā' al-'Umr* VIII, p. 367 ; al-Saḡhāwī : *al-Ḍaw' al-Lāmi'*, n° 14, vol. X, p. 9 et n° 602, vol. VIII, p. 227.

Commençons par les marchands du sultan, appelés *hawāḡā* dans les sources. La transformation rapide du concept de *hawāḡā* pendant le XV<sup>e</sup> siècle reflète les changements dans le monde des affaires et dans le régime mamelouk. À peine une décennie avant ces faits, les *hawāḡā*-s, en Égypte, ne sont pas autre chose que des marchands internationaux d'esclaves <sup>29</sup>. Le grand négoce des épices reste, pendant tout le XIV<sup>e</sup> siècle, dans les mains du groupement marchand des *Kārimī*. Mais pendant les années de profonde crise économique du sultanat de Šayḥ, une série de gros négociants *hawāḡā* commencèrent à se mettre à la disposition de l'État mamelouk. Cette fois, il s'agit de marchands d'épices. Leur profil était celui d'hommes d'affaires dont le réseau embrassait tant les ports indiens que les places du Moyen-Orient méditerranéen. Šayḥ semble être le premier sultan à avoir décerné des diplômes de reconnaissance à ces entrepreneurs. Leur tâche consistait à véhiculer l'information sur la longue distance et à prendre en charge la distribution des stocks sultaniens d'épices. La qualité de *hawāḡā*, comme titre officiel, était accordée – contre de l'argent, bien entendu – pour des périodes limitées. La vénalité de ces charges apportait des rentrées notables au trésor sultanien. Un marchand payait souvent plus de 10 000 dinars afin d'obtenir un de ces diplômes (*musāmaḥa*) qu'il se faisait sans doute rembourser en agissant de façon privilégiée sur les marchés <sup>30</sup>.

L'historiographie a voulu présenter l'apparition de ces personnages comme le signe de la fin du négoce indépendant <sup>31</sup>. Insérés dans les structures du pouvoir, simples exécuteurs d'une politique arbitraire, ils auraient mis fin aux temps des célèbres marchands *Kārimī*, sous l'égide d'un régime autocratique, celui du sultan Barsbāy (1422-1438). Pourtant, un regard attentif sur leurs carrières montre qu'elles étaient bâties sur de vastes réseaux internationaux, et qu'ils constituaient une élite des affaires quand ils ont été appelés par les sultans. Entre les années 1410 et 1430, l'essor des *hawāḡā* montre l'ampleur de cette alliance avec le régime ; leur négoce entre l'Océan et l'Égypte commence à éclipser celui des marchands *Kārimī*, ce qui ressort très nettement des lettres adressées à Biagio Dolphin par ses informateurs au Caire. Ces informateurs, en rapportant les nouvelles sur l'arrivée des épices à la capitale égyptienne, font une distinction claire entre les convois appartenant à tel ou tel autre *hawāḡā*, d'un côté, et aux épices apportées par les *Kārimī* (it. *Corem*, *cherem*), de l'autre <sup>32</sup>. C'est dans ces années de consolidation du pouvoir circassien, et de création de nouveaux mécanismes fiscaux, que l'on témoigne de l'apparition de ce nouveau milieu de négociants. Enfin, dans un troisième moment, à partir des années 1440, le célèbre courant marchand du *Kārim* n'existe plus comme tel, et la scène est dominée par un milieu élitare de négociants, une aristocratie marchande qui se cache derrière la dénomination de *hawāḡā*-s.

<sup>29</sup> Notaire Antonio de Vactaciis, ASV *Cancellaria Inferiore*, *Notai*, Busta 222, registre I. Dans un acte daté 18 janvier 1400, on trouve un *hawāḡā* appelé 'Omar (*Chozia Homar*), marchand d'esclaves du sultan antérieur. Pour une définition contemporaine de la *hawāḡā*, voir l'encyclopédiste al-Qalqašandī, *Šubḥ al-A'šā* VI, p. 31.

<sup>30</sup> Bibliothèque nationale de France, manuscrit intitulé *Diwan al-Inšā'*, ms. arabe n° 4439, f° 293 r°.

<sup>31</sup> Eliyahu Ashtor, « The Venetian Supremacy in Levantine Trade : Monopoly or Pre-Colonialism ? » dans *Journal of European Economic History* III, Rome, 1974, p. 26-29.

<sup>32</sup> Entre autres, une lettre d'Anzolo Michiel à Biagio Dolphin, dont nous avons deux copies, datées du 14 et du 15 septembre. Michiel transmet au consul des nouvelles concernant les convois du marchand Šayḥ 'Alī, pour ensuite rapporter des informations sur les épices des *Kārimī*. ASV *Procuratori di San Marco*, b. 181. Dans une autre missive datée 26 septembre, Michiel traite sur l'arrivée des épices d'Ibn al-Muzalliq (*Muxellach*), mettant en évidence l'importance de certains grands négociants. En 1424, une autre lettre fait mention, séparément, aux *Kārimī* et à des négociants privés, ASV *Proc. S. Marco*, b. 282, *Commissaria* Lorenzo Dolphin, 16/3/1424, de Nicolo Bernardo à Lorenzo Dolphin.

Nous ne croyons pas que l'histoire de la finance soit susceptible de reconstruction à travers les seuls décrets d'un pouvoir militaire. Parmi les *hawāğā*-s connus sous le règne de Šayḥ, l'un d'entre eux – al-Maḥūzī – a soutenu l'ascension du sultan depuis le début <sup>33</sup> ; un autre, le *hawāğā* Ibrāhīm, dont le commerce « s'étendait dans tous les pays » est repérable tant dans le monde indien que dans ses contacts avec les Vénitiens de Damas <sup>34</sup>. Il en va de même pour les *hawāğā*-s actifs sous le sultan suivant, Barsbāy. Le *hawāğā* Šayḥ 'Alī était perçu par les Vénitiens comme un grand entrepreneur, possédant des convois entiers <sup>35</sup>. L'historien Ibn Fahd le décrit comme très actif en mer Rouge, où il s'occupait personnellement de la branche indienne de son commerce. Quant au *hawāğā* Ibn Muzalliq, il fut un motif de discorde entre les autorités vénitiennes et le pouvoir mamelouk <sup>36</sup>. Sa fortune, il l'avait construite dans ses voyages d'affaires en Inde, avant de devenir l'homme fort du régime sur le marché de Damas. En dépit de sa foi musulmane, sa position sociale était telle qu'un notaire vénitien n'hésitait pas à le présenter comme « *Vir Nobilis* » <sup>37</sup>. Faḥr al-Dīn al-Tawrīzī, le frère de Muḥammad al-Tawrīzī, provenait d'une famille de grands négociants, dont au moins le père et les deux frères étaient des marchands internationaux ; leur réseau s'étendait, tentaculaire, depuis Aden, au Yémen, jusqu'en Éthiopie où l'Égypte <sup>38</sup>. Les rangs des *hawāğā*-s, ou marchands du sultan, se sont donc formés à partir du milieu élitair du négoce international, plus d'une décennie avant que Barsbāy ne mette en place son monopole. L'idée que le commerce des épices fut introduit par Barsbāy dans les pratiques du pouvoir à travers des agents devrait donc être nuancée. Les ambitions des Circassiens dans le domaine du commerce international passaient plutôt par l'engagement de certaines élites, aux compétences déjà éprouvées dans l'administration et la finance <sup>39</sup>.

Au début du XV<sup>e</sup> siècle, le système semble encore reposer sur les exactions extraordinaires, plutôt que sur des négociations régulières entre les Mamelouks et les nations partenaires. Dans le cas du *hawāğā* Ḥāfīz, le sultan a choisi un marchand privé ou une association de marchands pour imposer des achats,

<sup>33</sup> Al-Saḥāwī, *al-Ṭībr al-Masbūk*, p. 198. Un document inédit, illustrateur du rôle des élites civiles sous Šayḥ, montre ce *hawāğā* invité aux noces du fils du Grand *qāḍī* al-Bulqīnī – un des pivots du régime – et d'une princesse de la famille d'al-Mu'ayyad Šayḥ, en 822 H. Ibn Ḥiğga, *Qahwat al-Inšā'*, Dār al-kutub, *Adab* 335, s.p.

<sup>34</sup> *Ḥawāğā* Ibrāhīm Ibn Mubārak Šāh Ibn 'Abd Allah al-Is'ardī al-Dimašqī, Sauvaire, *JournAs*, mai-juin 1894, p. 387 et note 23. Nous l'avons repéré à Venise dans l'un des registres du notaire Giacomo della Torre, où il est présenté comme un marchand puissant dans la ville, en empêchant ses débiteurs francs de sortir de Damas, ASV *notarile* 14832, I (1412-16), acte n° 23, à Damas, 22 septembre 1413. Pour les activités de sa compagnie en mer Rouge, cf. Ibn Fahd, *Ithāf*, an 818 H., p. 524.

<sup>35</sup> Ce marchand conclut, en 1412, avec un groupement de Vénitiens, l'une des plus grandes opérations connues, pour une valeur de 56 000 ducats ; Ashtor, *The Venetian Supremacy*, p. 27, 35. Pour Šayḥ 'Alī comme marchand du sultan sous Barsbāy, voir al-Nahrawālī, texte arabe édité par F. Wüstenfeld, *Geschichte der Stadt Mekka*, Leipzig 1859, III, p. 207-208 et al-Fāsi al-Makkī, Taqī al-Dīn, *al-'Iqd al-ṭamīn fī Tarīḥ al-Balad al-Amin*, éd. Fū'ād Sayyid, le Caire 1962, v.II, p. 200-201 et surtout Ibn Fahd, *Ithāf*, an 824h., p. 580. Pour d'autres allusions à ses convois dans les archives de Venise, voir plus haut, note 32. Ibn Fahd fait aussi mention de ses convois, *Ithāf*, an 830 H. 641.

<sup>36</sup> *Diplomatarium veneto-levantinum* II, éd. G.M. Thomas et R. Predelli, Venise 1880-1899, p. 167-174. Les marchands sous la protection consulaire de Biagio Dolphin craignaient aussi les abus d'Ibn al-Muzalliq à Damas, *Proc. de San Marco, Misti*, b. 181. Lettre d'Anzollo Michiel à Biagio Dolphin, 2 septembre.

<sup>37</sup> Notaire Nicolo Venier, registre in folio I (1418-1435) ; Damas, janvier 1418, f° 1<sup>re</sup>. Il est déjà à cette époque nommé *hawāğā* (it. *Choza*). Cela va à l'encontre de l'idée soutenue par Ashtor, qui cherche à repousser vers l'époque de Barsbāy l'essor des *hawāğā*-s comme marchands du Sultan. Ashtor, *The Venetian Supremacy*, p. 28-29.

<sup>38</sup> Pour les origines de la famille, voir plus haut, p. 3-4. Pour les activités de Faḥr al-Dīn al-Tawrīzī en mer Rouge, pour le compte du sultan Barsbāy, voir Ibn Fahd, *Ithāf*, p. 608-609, 630-631, 633.

<sup>39</sup> L'alliance des *états mercantilistes* avec certains groupements sociaux nous paraît une catégorie d'analyse plus utile que celle – prédominante dans les dernières décennies – qui voit dans les régimes non européens une tendance aux comportements arbitraires vis-à-vis des communautés marchandes. Nous partageons ainsi pleinement les conclusions apportées par S. Subrahmanyam, « Of Imarat and Tijarat: Asian Merchants and State Power in the Western Indian Ocean, 1400 to 1750 », *Comparative Studies in Society and History* 37/4, octobre 1995, p. 773.



mais ce fait ne doit pas nous faire penser qu'il s'agit ici d'un négoce privé. La *hawāḡikiyya* étant une fonction officielle déjà sous Šayḥ, c'est en vertu de ce pouvoir que Ḥāfiẓ a imposé des achats forcés en 1414 et 1415. L'hypothèse selon laquelle derrière cette procédure résidait l'autorité sultanienne apparaît plus vraisemblable si l'on prend en compte de certains précédents. Ainsi, en 1412, un drogman du sultan appelé Sunqur – en réalité un renégat génois de nom Johannes Saiben – comparut devant un notaire vénitien dans la ville de Damas comme témoin d'une situation semblable survenue un an auparavant. De son témoignage, ainsi que de ceux du marchand catalan Antoni Rosellò et du vénitien Ludovico de Magistris, il résulte que le sultan avait obligé le consul Pedro Oliver à lui acheter des épices par une valeur de 30 000 besants. Les termes utilisés par les témoins (*violenter, ex precepto soldani*, etc.) sont assez explicites quant à la nature de l'achat. En tout cas, comme ce qui se produisit pour les Zorzi au cours des années suivantes, des compromis furent trouvés concernant les moyens de paiement. Les Catalans déboursèrent d'abord 15 000 besants, cherchant à reporter ou même à se soustraire au versement du reste de la somme demandée. En effet, plusieurs personnes furent arrêtées par Sunqur dans le port de Beyrouth quand ils tentaient de quitter le port avec le chargement <sup>40</sup>.

En outre, nous savons, par le truchement d'une chronique de La Mecque, que le sultan Šayḥ était alors en train d'acquérir de grosses quantités de poivre sur les marchés de la mer Rouge. Il aurait ainsi profité d'une conjoncture internationale, dans laquelle les prix du poivre avaient augmenté de façon considérable, en vertu de la forte demande égyptienne. Le chroniqueur Ibn Fahd parle de certains achats de poivre faits par Šayḥ au début de 1413, à peine arrivé au pouvoir <sup>41</sup>. Quelques mois plus tard, ces épices allaient sortir en direction de l'Europe, car c'est en cette date que les Zorzi reçoivent les premiers stocks. Déjà à cette époque, ces précédents montrent un croissant intérêt du pouvoir pour les bénéfices du commerce extérieur, dans le contexte économique troublé des années d'al-Mū'ayyad Šayḥ.

Dans le cas des frères Zorzi, le même problème de liquidité semble s'être posé en 1415, car on sait que le paiement a eu lieu à terme. Évidemment, aucun entrepreneur ne disposait de 11 200 besants en argent comptant pour subvenir à une telle éventualité. Aussi, n'était-il pas question que le *hawāḡā* laisse partir les Zorzi avec une grosse cargaison en attendant qu'ils retournent pour honorer leurs dettes. Bien au contraire, il les a obligés à emprunter de l'argent pour s'exécuter. S'agissait-il des épices sultanienues, la priorité a été accordée pour le *hawāḡā* au remboursement du prince mamelouk. Par la suite, il a bouclé le montage financier en faisant recours à un banquier privé, Tawrīzī, qui a acheté une partie des dettes des Zorzi. Tawrīzī a ainsi anticipé une partie de l'argent que les Zorzi ne pouvaient pas payer, et le *hawāḡā* est resté lui-même créancier des Vénitiens pour une autre partie. Tous les deux se disposent à se faire rembourser dans les années qui suivent, conscients que la *fraterna* ne peut pas renoncer à son commerce avec l'Égypte.

Il ne s'agit pas ici d'un fait exceptionnel, car nous savons que dans des cas semblables, les autorités contraignaient les Vénitiens à emprunter de l'argent, mettant en évidence l'existence, surtout au Caire, de toute une structure égyptienne du crédit, ignorée par les sources arabes <sup>42</sup>. Les expectatives

<sup>40</sup> Notaire Giacomo della Torre, I (1412-1416), actes 2, 5 et 6, juin-août 1412.

<sup>41</sup> Ibn Fahd, *Ithāf*, an 815 H., p. 499.

<sup>42</sup> Pour un cas similaire, où le sultan Qansūh al-Ġawrī avait obligé les Vénitiens en 1506 à emprunter 40 000 ducats auprès d'un banquier du Caire, voir R. Fulin, « Girolamo Priuli e i suoi Diarii (I portoghesi nell'India e i veneziani in Egitto) » dans *Archivio Veneto* 22/1, 1881, p. 198.

constantes de bénéfices avaient en fait créé un important secteur financier. Les *hawāğā*-s, fournisseurs d'argent frais pour les sultans, pouvaient parfois encourir le risque de cumuler de grosses dettes envers le trésor, quand les affaires tournaient mal. Leur rôle ambigu dans le monde des affaires – ils étaient en même temps des entrepreneurs privés – leur permettait d'amortir de telles pertes.

La mort du *hawāğā* n'a pu que rendre les choses encore plus difficiles pour Tawrīzī, et l'incarcération de Giacomo ne semble pas avoir résolu ses problèmes ; tout au plus, après l'avoir retenu pendant une année, il n'a réussi à obtenir de la famille que 1 000 ducats. D'autres documents contenus dans l'archive du consul montrent qu'il a reçu un autre versement de 2 000 ducats, mais aussi qu'il a dû les partager avec d'autres créanciers <sup>43</sup>. Ces dettes semblent avoir été déterminantes dans sa décision de quitter Le Caire, car d'après la *vox populi* il se serait enfui, à son tour, pour échapper à ses dettes.

La logique de ces expédients peut sembler obscure au lecteur. Quelle utilité pouvait-on trouver à attribuer à un seul marchand une quantité si démesurée de poivre à acheter, alors que ses disponibilités financières étaient limitées ? Aussi de telles quantités de poivre seront affectées, dans les années suivantes, à l'ensemble de la communauté. Évidemment, dans l'esprit de ceux qui géraient les *Dīwān*-s fiscaux, c'était toute la communauté qui devait partager la perte. Badr al-Dīn Ḥasan, le recteur du *Dīwān*, envoya une lettre au consul à la fin de 1419 en lui rappelant que c'était sans doute un seul marchand qui avait reçu les stocks, mais que la responsabilité financière retombait sur tous les Vénitiens <sup>44</sup>. Depuis l'été, il subissait de fortes pressions du sultan qui avait impérieusement besoin de 100 000 dinars. Al-Maqrīzī rapporte que ses agents firent retomber la charge sur tous ceux qui étaient « sous leurs mains <sup>45</sup> ».

IV. L'impression que Tawrīzī ait été la victime de l'opération est confirmée par une lettre postérieure, de la main de Giacomo Zorzi, provenant d'un autre fonds des Archives vénitiennes. Au contraire de Muḥammad al-Tawrīzī, Zorzi a pu retourner en Égypte où il a continué à conduire ses activités. Du coup, Giacomo a pu être témoin de la chute politique du *qāḍī* du port et de son beau-frère, le *nāẓir al-ḥāṣṣ* Badr al-Dīn Ḥasan. Pendant l'année de 1425, il eut une correspondance avec un négociant vénitien, Lorenzo Dolphin, qui avait perdu une forte somme due aux mauvais procédés du *qāḍī* du port. Dans une des lettres, il lui apprit que le sultan avait révoqué les deux fonctionnaires du *Dīwān*, en mars 1425. Plusieurs auteurs arabes décrivent l'ampleur de la chute : Badr al-Dīn Ḥasan, le chef du *Dīwān*, fut emprisonné avec son fils – lui-même un fonctionnaire de haut rang – et il dut vendre ses propriétés et ses maisons car on lui réclamait la somme de 50 000 dinars. Les réseaux civils, renforcés par les liens de sang ou de mariage, apparaissent ici nettement en contact avec le monde de la finance. Quant à Faḥr al-Dīn, le Vénitien ajoutait qu'il avait dû quitter la ville « comme un voleur », et qu'il avait été contraint de se cacher dans une mosquée, au Caire <sup>46</sup>. L'information est d'autant plus

<sup>43</sup> Nous remercions Georg Christ de nous avoir signalé l'existence d'un document daté du 25 octobre qui met en évidence que le *cottimo* ou fonds commun a aussi contribué à la libération. Non sans intérêt sont les détails apportés par Pedani, « The Mamluk Documents », p. 144. Pedani, sans citer ses sources, confirme que Tawrīzī a acheté les dettes des Zorzi.

<sup>44</sup> *Procuratori di san Marco* ; Misti, busta 180, *documenti arabi* ; al-Badrī al-Malikī al-Mū'ayyadī, 3 *ḍū-l-ḥiğḡa* 822. Ce document, qui concerne la position du Caire face aux achats forcés, fera l'objet d'une édition spécifique dans notre dissertation doctorale.

<sup>45</sup> Maqrīzī, *Sulūk* IV, part I, p. 496.

<sup>46</sup> « *Zircha a ultimo de marzo nadralchas dalchaero chera cugnado de facherdin*

importante qu'elle met en relief le rôle des institutions religieuses comme lieux de dépôt ; il paraît, en fait, que le *qāḍī* y avait un avoir de 10 000 besants <sup>47</sup>. Dans un monde sans banques, le prestige social des autorités religieuses leur permettait de garder des dépôts de personnes privées, qui avaient ainsi recours à leur protection <sup>48</sup>. Le sultan ayant convoqué en sa présence les consuls européens, le représentant vénitien en avait profité pour porter plainte contre Fahr al-Din. Ce dernier devait éviter des repréailles du sultan en disparaissant de la circulation, et en versant, en même temps, des pots-de-vin <sup>49</sup>. Avant que les consuls n'arrivent, il s'était précipité pour retirer ses autres dépôts, bien qu'on ne nous dise pas où il les a placés <sup>50</sup>.

Quant à la requête des consuls relative à la liberté de commerce, le sultan Barsbāy aurait répliqué qu'il ne pouvait pas y consentir, ce qu'il aurait appuyé sur un discours abscons <sup>51</sup>. Les expédients mis en œuvre par Ṣayḥ en matière de commerce international se poursuivirent donc à l'époque de Barsbāy (les achats forcés deviennent sous Barsbāy un monopole d'État) <sup>52</sup>. Pour le reste du siècle, l'ouverture de la finance mamelouke aux trafics méditerranéens constitue, par-delà les luttes des factions et l'instabilité de la période, une constante de la politique des Circassiens. Certes, cette pratique de l'arbitraire initiée par Ṣayḥ ne semble pas avoir donné de résultats satisfaisants. La perturbation des trafics pendant ces années a pesé sans doute dans la décision du roi d'Aragon de 1415 de permettre la course contre les bateaux mamelouks <sup>53</sup>. Mais surtout, ces troubles ont ouvert la voie à l'adoption de stratégies différentes par les sultans postérieurs. Al-Aṣraf Barsbāy cherchera à joindre la fiscalité sur le commerce international au monopole mentionné, et al-Zāhir Ġaḡmaq (1438-1453) optera dans les dernières années de son règne pour un régime négocié de stocks, au moins avec Venise. Cette initiative aura une longue vie – soixante-dix ans – et, pour qu'elle fonctionne, les marchands *francs* devront articuler des mécanismes financiers complexes, en vue d'affronter collectivement les pertes. L'épisode des frères Zorzi, aussi anecdotique qu'il puisse paraître, peut toutefois servir à illustrer les débuts de cette ligne politique.

*benesufere chadi dalexandria con el dito chadi facherdin fo desfati e fo fato altro nadrachas. E chadi nuovo per che sentito el dito facherdin questo subito de li a pocho di el parti de qui e chome ladro E ando al cairo e messese in una moscheda [...]* Lettre de Giacomo Zorzi à Lorenzo Dolphin, datée 8/8/1425, Comissaria Lorenzo Dolphin, ASV Proc. S. Marco b.282.

<sup>47</sup> «[...] perche esendo li el conto i fati suo con chossto d B[ixanti] 10 M». *idem*; 8/8/1425.

<sup>48</sup> Un exemple d'un Grand *qāḍī* du Caire acceptant les dépôts (*wadā'i*) de personnes privées (an 1448) est à retrouver dans : Ibn Tagrī Birdī, *Abū 'l-Mahāsīn b. Taghrī Birdī's Annals Entitled an-Nujūm az-Zāhira VII*, texte arabe éd. W. Popper, Berkeley, 1909-1936, p. 168-170. Le phénomène est à relever aussi dans : Ibn Iyās, *Journal d'un bourgeois du Caire I*, éd. G. Wiet, Paris 1955-1960, p. 7 et 158.

<sup>49</sup> «Misser lo chonsolo nostro se lamento poi di questo facherdin Benesofeir domandando ben che franchi dovea aver da lui. El qual soldan aldendo tal dimanda parse molto fervente e domando dove era facherdin fo respoxo che si era asschoxo e chel non se trovava diche el chomando che fosse trovato e fosi menado davanti. La ventura a potuto che mai permanaxe che a fato el soldan

e per chridar che la fato far nel chaero chel sia trovato non e stado remedio de trovarlo e questo perche el sa valudo per moneda. Non so quel seguira.» *Idem*, 8/8/1425.

<sup>50</sup> «Facherdin Benesufeir saputo del so zonzer subito mando a schoder [...]». *Idem*, 8/8/1425.

<sup>51</sup> «Ma quanto alatreza de esser in nostra libertade de comprar da chi no piaxe El soldan non la voludo [...] perchel intende che lessio specie sia vendute la qual conchiuxa me despiaxe molto parendome che nula hover pocho lo tegnira d quel la permeso perche la uxato de molte stranie parole [...]» *Idem*, 8/8/1425.

<sup>52</sup> John L. Meloy a renouvelé les études sur le monopole, en proposant une nouvelle interprétation. Cf. J. L. Meloy, «Imperial Strategy and Political Exigence: The Red Sea Spice and the Mamluk Sultanate in the Fifteenth Century», *JAOS*, 123/1 (2003). Meloy situe les origines du monopole en 835 H./ 1432, à la suite d'une montée de l'intervention commerciale, cherchant à *avantager les transactions personnelles du sultan dans le commerce du poivre*, *idem*, p. 7.

<sup>53</sup> Arxiu de la Corona d'Aragó (Barcelone), *Registres de Cancelleria*, n° 2400, f°s 25v°-26r°.

## BIBLIOGRAPHIE

1. *Manuscripts*

Al-Ḥāmawī, Taqī al-Dīn Abu Bakr b. ‘Alī b. Ḥiğga (m. 1434), *Qahwat al-Inšā’*, trois copies au Dār al-kutub al-qawmiyya (Le Caire), *Adab* n° 335, 438 et *Adab Taymūr* n° 35.

Bibliothèque nationale de France, manuscrit intitulé *Dīwān al-Inšā’*, ms. arabe n° 4439.

2. *Sources publiées*

Al-‘Almawī, ‘Abd al-Basīṭ b. Musā (m. 1573) et al-Nu‘aymī, ‘Abd al-Qādir b. Muḥammad (m. 1521), « Description de Damas », éd. Henri Sauvaire, *JournAs*, (IX ser.), n. 3-7, 1894-1896.

*Diplomatarium veneto-levantinum* II, éd. G.M. Thomas et R. Predelli, Venise 1880-1899.

Al-Fāsī al-Makkī (1373-1428), Taqī al-Dīn Muḥammad, *al-‘Iqd al-ṭamīn fī Tārīḥ al-Balad al-amīn*, éd. Fū‘ād Sayyid, Le Caire, 1962.

Ibn Fahd, ‘Umar b. Muḥammad (1409-1480), *Ithāf al-warā’ bi-aḥbār Umm al-Qurā’*, éd. F. Muḥammad Shaltut, La Mecque, 1983-1990.

Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, Aḥmad b. ‘Alī (1372-1449), *Inbā’ al-ğumr fī anbā’ al-‘Umr*, éd. Muḥammad ‘Abd al-Mu‘īd Ḥān, Hyderabad, 1967-1976.

—, *Dayl durar al-kāmina*, Le Caire, 1996.

Al-Maqrīzī, Aḥmad b. ‘Alī (1364-1442), *Kitāb al-sulūk li-ma’rifat duwal al-mulūk*, éd. Sa‘īd ‘Abd al-Fattāh ‘Ašūr, Beyrouth, 1970-1973.

« Girolamo Priuli e i suoi Diarii (I portoghesi nell’India e i veneziani in Egitto) », éd. R. Fulin, dans *Archivio Veneto* 22/1 (1881).

Al-Qalqašandī, Šihāb al-Dīn Aḥmad b. ‘Alī (1355-1418), *Šubḥ al-a’šā fī šinā’at al-inšā’*. Le Caire, 1964.

Al-Saḥāwī, Muḥammad b. ‘Abd al-Rahmān (1427-1497), *al-Tibr al-masbūk fī dayl al-sulūk*. Le Caire, 1896.

—, *al-Ḍaw’ al-lāmi’ fī ahl al-qarn al-tāsi’*, 12 vol. Le Caire, 1934-1936.

Ibn Tağrī Birdī, Abu al-Maḥasin Yūsuf (1411-1470), *Abū ’l-Maḥāsin b. Taghrī Birdī’s Annals Entitled an-Nujūm az-zāhira fī mulūk Miṣr wal-Kāhira*, texte arabe éd. W. Popper, Berkeley 1909-1936.

—, *al-Manhal al-šāfi*, éd. Muḥammad Muḥammad Amīn, Le Caire, 1984-1993.

Al-Nahrawālī, Quṭb al-Dīn Muḥammad b. Aḥmad al-Makkī (1511-1580). *Cutb ed-Dīn’s Geschichte der Stadt Mekka und ihres Tempels*. Texte arabe édité par Ferdinand Wüstenfeld, Leipzig, 1857.

Ibn Iyās, Muḥammad b. Aḥmad (1448-1524), *Journal d’un bourgeois du Caire*, ed. G. Wiet, Paris, 1955-1960.

3. *Sources secondaires*

Lane F. C. et Mueller R. C. *Money and Banking in Medieval and Renaissance Venice I. Coins and Moneys of Account*, Baltimore, 1985.

Martel-Thoumian, Bernadette, *Les civils et l’administration dans l’État militaire mamluk*, Damas, 1991.

Popper W., *Egypt and Syria under the Circassian Sultans, 1382-1468 A.D. Systematic Notes to Ibn Taghrī Birdī’s Chronicles of Egypt*, Berkeley, 1955-1963.

Stöckly D., *Le système de l’Incanto des galées du marché à Venise (fin XIII<sup>e</sup>-milieu XV<sup>e</sup> siècle)*, Leyde, New York, Cologne, 1995.

## ANNEXE

## TEXTE DES LETTRES DE TAWRİZĪ

*Première lettre.* ASV *Procuratori di San Marco, Misti, Busta* 180, fasc. IX, n° 6, *rabīʿ* I 818 H.

environ (mai 1416)

(fig. 1)

1. *Bismi Llāhi al-Raḥmān al-Raḥīm.*
2. *Iṣārat Muḥammad al-Tawrīzī ilā Ḥaḍrat al-Qunṣul li-ṭāʾifat al-Banādiqa.*
3. *Salāmu Llāhi taʿālā. Wa alladī yuʿarrifuka bihi, waṣla kitābika.*
4. *Wa qaraytuhu, wa fahimtu mā fi-hi, ḡamīʿ mā ḍakartahu ʿan ḥadiṭ*
5. *al-taḥāsūr wa ḡayrihi. Wa qad katabtu ilā ʿamal Mawlānā*
6. *Qāḍī al-quḍāt – aʿazzahu Llāhu taʿālā bimā huwa al-kifāya*
7. *wa lam baqā yuʿarīḍukum, lā biqalil wa lā bikaṭīr. Wa hādā*
8. *ḥaṭṭī šāhid ʿalayya bi-anna ḡamīʿa waṣala ilaynā*
9. *lā yaḥuṣṣu Mawlānā qāḍī al-quḍāt, wa yaḥuṣṣunī*
10. *wa yaḥuṣṣu awlād al-ḥawāḡā al-marḥūm Ḥāfiṣ.*
11. *Wa kāna kitābukum awṣaltuhu ilā al-maqarr al-ašraf*
12. *al-Šāhibi al-Badrī – aʿazzu Llahu anṣārahu-wataḥaqqāqa*
13. *mā ḍakartuhu, wa ḡawāb al-mušār ilayhi yuqaddamu ilā al-maqarr*
14. *al-Faḥrī nāẓir al-ṭaḡr al-maḥrūs – aʿazzahu Llāhu taʿālā. Wa tusallimu*
15. *li ʿalā ḡamīʿ tuḡḡārīka, ṣaḡīrihim wa kabīrihim. Wa mahmā kāna*
16. *laka ḥāḡa, tursil tuʿarrifunī, aqūm bi-qadāḥā in šāʿa Allāh.*
17. *Wa ida waṣala markab al-franḡī alladī lanā maʿahu al-ḍaḥab,*
18. *tursil tuʿarrifunī, wa kaḍālika Andriyā Banāt alladī ulqihu*
19. *fi ḍalika. Wa anta mawḍīʿ al-kifāya, wa mā taḥfā ʿalayka*
20. *al-umūr. Ba ʿdu, al-salām ʿalayka in šāʿa Allāh.*
21. \* (*Ḥasbuna Llāhu wa niʿma al-wakīlu*)\*

*Deuxième lettre.* ASV *Procuratori di San Marco, Misti, Busta* 180, fasc. IX, n° 4.

Daté 3 muḥarram 820 H. (1 mars 1417)

(fig. 2)

1. *Bismi Llāhi al-Raḥmān al-Raḥīm.*
2. *Muḥammad b. Muḥammad al-Tawrīzī ilā Ḥaḍrat al-Šayḥ al-aḡall al-Qunṣul. Salāmu Llāhi taʿālā.*
3. *Wa alladī yuʿarrifuka bihi min ḥin tawaḡahnā ilā al-Qāhira*
4. *al-maḥrūsa, lam yaḥḍur lanā minka lā ʿilm wa lā ḥabar. Kāna*
5. *al-šarṭ baynī wa baynaka muddat ṭalāṭat šuhūr. Fa-maḍā fi-hi*
6. *wa ʿabarnā fi al-šahr al-ḥāmis, wa naḥnu muntaẓirin ḡawābaka*
7. *bimā uḡībuka ʿalayhi. Fa mawlānā yatafaḍḍalu bi-l-ḡawāb*
8. *hādā-l-kitāb. Fa innanī bi-muntaẓir al-ḡawāb. Wa in kāna*
9. *mā tamma ḡawābun, fa naḥnu naktubu li-l-wakīl yuʿiddu lahum al-ḥaṣab*



10. *aydiyahim wa riğl[ay]him kağārī al-‘āda li-man kāna rawḥuhum*
11. *māhiyūn ‘ahd ‘indihim. Wa naḥnu mā lanā ḥāğa bi-l-māl, ta‘ lam*
12. *ḍalika. Wa mā anā bi-muntaẓir siwā ġawāb ḥāḍā al-kitāb*
13. *ta‘lam fi-hi. Ba‘d, al-salām ‘alayka in šā’a Allāh.*
14. \* (*Hasbuna Allāhu wa ni‘ma al-wakīlu*) \*
15. *Kutiba tāliṭ šahr al-muḥarram*
16. *sanat ‘iṣrīn*

Troisième lettre. ASV Procuratori di San Marco, Misti, Busta 180, fasc. IX, n° 5.

Daté 8 rabī‘ II 820 H. (2 juin 1417).

(fig. 3)

1. *Bismi Llāhi al-Raḥmān al-Raḥīm.*
2. *Muḥammad b. Muḥammad al-Tawriẓī ilā Ḥaḍrat al-Ḥaḍrat al-sāmiyya al-Šayḥ al-Qunṣul. Salāmu Llāhi ta‘ālā.*
3. *Yuhītu ‘ilmuka an kāna al-ittifāq baynī wa baynaka annanī*
4. *aṣburu talāṭat šuhūr. Fa-qad maḍā tamān šuhūr. Wa tazāyada*
5. *ḥamsa šuhūr. Wa ba‘du, innahu qad balağanā an waṣala li-l-ṭağr*
6. *markab lanā ‘an al-Bunduqiyya, muddat ḥamsīn yawm. Wa lam arsalta*
7. *ilaynā lā ‘ilm wa lā ḥabar. Wa al-zāhir innakum ta‘malū ḍalika*
8. *ḍaḥka ‘alayyā. Fa-tursil tu‘arrifunī mā ḥaḍara min al-iğār fi*
9. *ḥāḍā-l- markab. Fa-innanī qad iktaraytu ḥāḍā-l-qāṣid*
10. *wa arsaltuhu bi-ḥāḍā-l-sabab. Fa idā ḥaḍara ḥāḍā-l-qāṣid*
11. *wa lā tamma ḥabar, arsaltu marsūm Mawlānā al-Sulṭān – naṣarahu Allāhu-*
12. *ilā Mawlānā Malik al-Umarā’ – a‘azza Allāhu anṣārahu – an*
13. *yarmā al-maḍkūrīn fi-l ḥaṣab, wa-l-ḥadīd fi aydayhim*
14. *wa fi riğl[ay]him ka-ğārī ‘ādatuhum, wa li-miḥan wa fi*
15. *luğğihī li-yahnū yamūtū li-l-qabr. Wa lā takḍib warāhum bi-salāmihim.*
16. *Wa ağhazu marsūm Mawlānā al-Sulṭān an yaḍribahum bi-l-maqārī‘*
17. *ayḍān. Wa mā anā qā‘id muntaẓir siwā ḥuḍūr ġawāb*
18. *li-ḥāḍā al-kitāb, lā ġayr. Wa mā ṣabartu ḥāḍā al-mudda*
19. *illā li-ağl ḥāṭirika, lā ġayr wa lā siwā. Wa ba‘da ḍalika*
20. *mā baqā kalām. Wa in kānā ḥāḍā al-markab mā ḥaḍara fi qadā*
21. *šuğl, fa-kalāmukum kulluhu kiḍb, wa fasād, wa lā ya‘ninī*
22. *ba‘d an asma‘ kalām lā ḥukma lahu, in šā’a Allāh.*
23. \* (*Hasbuna Llāhu wa ni‘ma al-wakīlu*) \*
24. *Kutiba [fi] ṭāmin rabī ‘ al-awwal.*

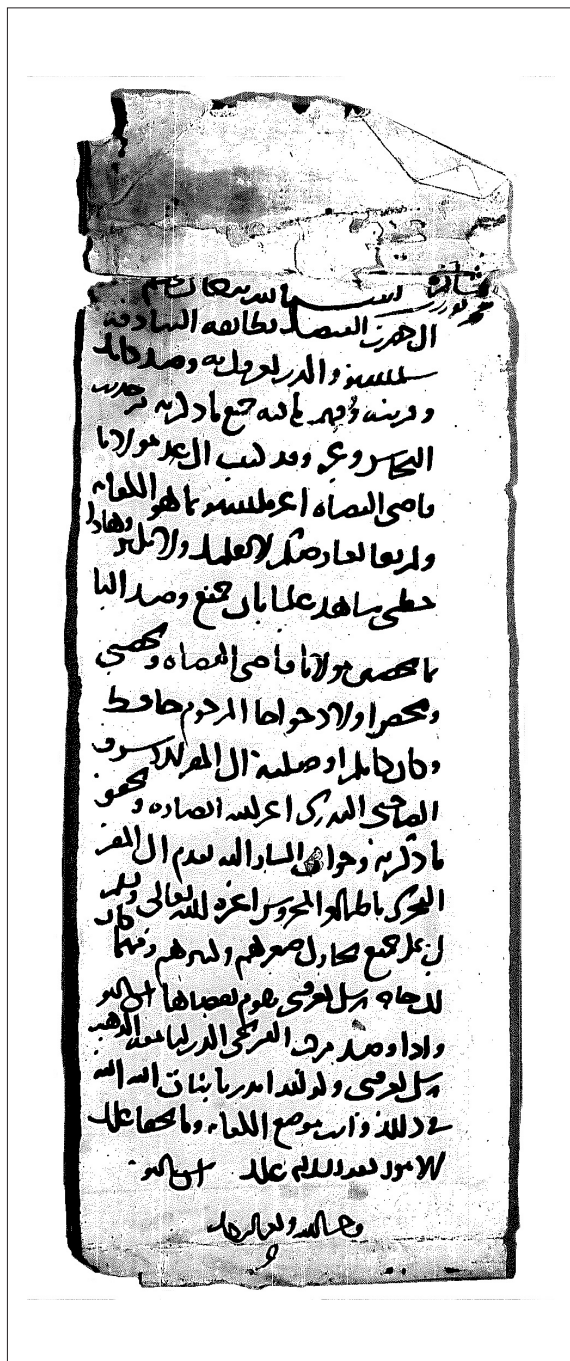


Fig. 1. Première lettre. © Archivio di Stato di Venezia.

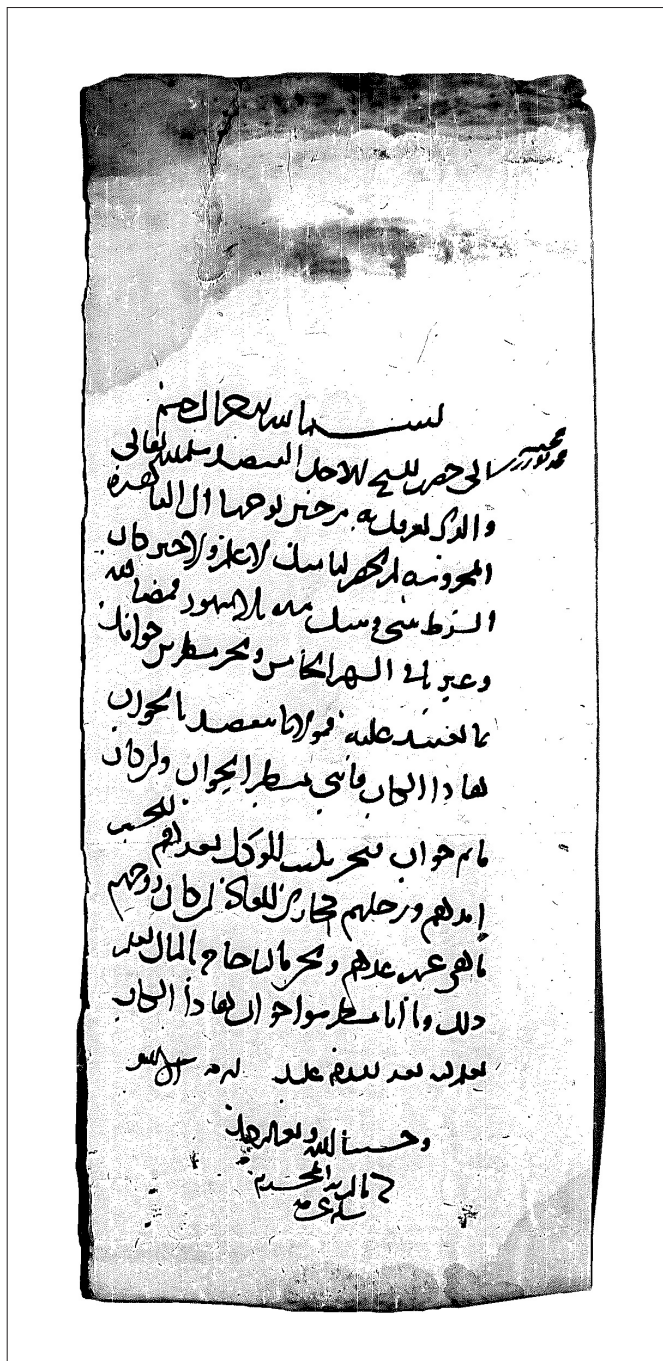


Fig. 2. Deuxième lettre. © Archivio di Stato di Venezia.

لست فاسد بها احسن  
 الى حمير المحرم اليه السج العنصر  
 محكم على لردان لانها هي سلاسي  
 اصبر ملا سبور عند مطا مان سبور سبور  
 حوسبور ولعدله قد بلغ المرصد للعد  
 مرت لها سبور السدفة مد حوسبور وكرار  
 البالا لردان الاحمر والظاهر انك تعلمون  
 طبع على ارسلي عني ما حمر من الاحاد  
 لهاذا الرب فاني قد اريد ادا الماصد  
 وارسلا سادا السرب فاد احمر هادا الما  
 ولا تم حتى ارسلي ستم حولها اللطاف  
 الولا با ملك الله لار الله الصادرة  
 سوي الدوله في الحين والحمد لله  
 وفي طبعها برك عادمه والحمد لله  
 له للسنه سبور للسنه لا سبور وراهم ملا  
 ولهم مع سبور باللطاف لردانهم بالمعاني  
 لصا وانا بالمد سبور لردانهم  
 لهاذا الرب لار الله واصبر لهاذا الله  
 لا لار الله خا سبور لردانهم ولا سبور  
 ما بالظلم ولردانها ادا الرب احمر وها  
 سبور لردانهم لردانهم وفردا  
 لعدله اسبق طبع لردانهم  
 وحسن الله ولردانهم  
 لار الله

Fig. 3. Troisième lettre. © Archivio di Stato di Venezia.